

# RAPPORT DE SUIVI CONJOINT DU CAMEROUN

Mise à jour trimestrielle sur les risques de crise de sécurité alimentaire et nutritionnelle (Avril 2026 – RAPPORT N°1)

## MESSAGES CLÉS

- La modélisation JMR estime qu'en mars 2026, approximativement 4,5 millions de personnes sur un total de 30,2 millions (15 % de la population) résidaient dans des zones à risque de connaître une insécurité alimentaire aigüe de niveau IPC/CH 3 ou plus. Parmi elles, 1,8 million vivaient dans des zones de conflit (régions de l'Extrême-Nord, du Nord-Ouest et du Sud-Ouest) et 2,6 millions dans les zones non affectées par les conflits, correspondant à 17 % et 13 % de leurs populations respectives. La proportion de population à risque a diminué de 22 % en janvier à 16 % en février, mais reste en moyenne à 18 % (5,4 millions de personnes) au premier trimestre 2026, signalant une vulnérabilité structurelle.
- Le niveau d'alertes décroît au cours du premier trimestre 2026, avec 58 alertes en janvier, 27 alertes en février et 26 alertes en mars, pour un total de 39 alertes de risque critique et 72 alertes de risque accentué. L'indicateur de volatilité des prix alimentaires a enregistré le plus grand nombre d'alertes, avec 7 alertes de risque critique et 57 alertes de risque accentué, suivi par l'indicateur de sécheresse-précipitations, qui a enregistré 31 alertes de risque critique et 4 alertes de risque accentué, essentiellement au mois de janvier 2026. Les prix alimentaires ont enregistré 10 alertes de risque accentué au total. L'indicateur de la sécheresse-NDVI a enregistré 1 alerte de risque critique et 1 alerte de risque accentué uniquement au mois de mars 2026. Aucun signal d'alerte n'a été relevé pour le taux de change ni sa volatilité, reflétant une relative stabilisation du franc CFA face au dollar américain.
- Les importations totales de produits alimentaires ont chuté de 65 milliards FCFA (janv. 2025) à 54 milliards (mars 2026). La baisse est principalement liée au riz, grâce à l'expansion des superficies cultivées depuis 2024 et à la hausse des droits de douane. Deux conflits majeurs affectent toujours le Cameroun : la crise séparatiste (régions du Nord-Ouest et Sud-Ouest) et l'insurrection des groupes armés non-étatiques (région de l'Extrême-Nord). Dans les régions du Nord-Ouest et Sud-Ouest, 676 incidents et 278 décès sont enregistrés entre janvier-mars 2026, avec forte concentration dans le département de la Mezam. La région de l'Extrême-Nord enregistre 163 attaques et 122 décès, le niveau le plus élevé depuis 2022. S'agissant des déplacements forcés, on enregistre au 31 mars 2026, 493 402 déplacés internes (Nord-Ouest/Sud-Ouest), 510 855 (Lac-Tchad), 409 379 réfugiés et 790 842 retournés. De janvier à mars 2026, 7 234 nouveaux déplacements sont observés dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest tandis que dans la région de l'Extrême-Nord, 11 837 nouvelles arrivées sont liées aux attaques et destructions de stocks alimentaires. La santé animale a été marquée par une diffusion multi-régionale de la peste des petits ruminants (PPR). La situation a le statut « stable et résolu » selon l'Organisation Mondiale de la Santé Animale (OMSA). Les prix officiels du carburant sont restés stables après une hausse de 15 % en février 2024, mais ont durablement renchéri transport et alimentation. Le marché informel du carburant « zoua-zoua » s'est étendu en zones frontalières au Nigéria, avec une hausse des prix de 20–33 % liée à la fin des subventions au Nigéria. Les importations de carburant ont fortement augmenté, accentuant la dépendance extérieure.
- En zones avec conflit, plus d'un tiers des ménages ont une consommation alimentaire inadéquate, contre un quart pour le reste du pays. Les ménages déplacés internes sont les plus touchés, avec une situation nettement plus critique que dans les zones sans conflit. Plus de la moitié des ménages en zones de crise recourent à des stratégies de stress (réduction des portions, repas moins fréquents). Dans les zones non affectées, environ un tiers des ménages adoptent ces stratégies. Les ménages en zones de conflit réduisent leurs dépenses essentielles et vendent des biens productifs au premier trimestre 2026. La région de l'Extrême-Nord concentre les admissions les plus élevées pour malnutrition aiguë sévère (MAS), avec des districts en situation critique. Les causes incluent notamment les flambées épidémiques (rougeole).
- En termes de perspectives, plusieurs zones de l'Extrême-Nord (Logone-et-Chari, Mayo-Danay), du Nord-Ouest et du Sud-Ouest devraient rester en Crise, avec risque de basculer en situation d'Urgence. La période des pluies accroît les risques d'inondations dans l'Extrême-Nord, entraînant destructions de cultures, d'infrastructures et de nouveaux déplacements. La baisse des stocks alimentaires domestiques

renforce la dépendance aux marchés, alors que les prix restent élevés. Les stocks nationaux en carburant sont faibles : autonomie estimée à 38 jours pour le super et 12 jours pour le gasoil. La dépendance aux importations énergétiques,

aggravée par les crises géopolitiques, peut entraîner des difficultés d'accès et de disponibilité alimentaire fragilisant la sécurité alimentaires des ménages via la hausse des prix du carburant et des engrais.

### Pré-évaluation du Plan de Préparation aux Crises de Sécurité Alimentaire du Cameroun

En mars 2026, les estimations basées sur le modèle du Rapport de suivi conjoint (JMR) montrent que 4,5 millions de personnes (15 % de la population) vivent dans des zones à risque de connaître une situation de crise (phase 3 de l'IPC/CH) ou plus, dont 1,8 million dans les zones de conflit et 2,6 millions dans les zones sans conflit. Ce total est inférieur à celui des deux mois précédents (janvier et février) et à celui de la moyenne du premier trimestre 2026. Compte tenu des données actuelles, le déclenchement du plan de préparation n'est pas recommandé à ce stade. Cependant, la prise en compte des niveaux d'alerte de risque en matière climatique et des dynamiques des prix alimentaires nécessite une vigilance accrue dans les départements tels que ceux de Mayo-Rey (région du Nord), Menchum, Mezam et Ngo-Ketunjia (région du Nord-Ouest), et Nkam (région du Littoral). Globalement, les zones de conflits continuent d'afficher des niveaux de consommation alimentaire faible associés à une poussée des admissions pour malnutrition aiguës sévères, notamment dans la région de l'Extrême-Nord. Ce qui contraste avec l'existence des disponibilités alimentaires oisives sur le plan domestique confrontées toutefois à la faiblesse du pouvoir d'achat des ménages vulnérables malgré la faiblesse des prix, aux perturbations post-électorales des circuits de distribution et au gel ou forte réduction des exportations transfrontalières. Le conflit au Moyen-Orient suscite des préoccupations relatives aux répercussions potentielles sur la dynamique future des prix et des coûts des approvisionnements en carburant et en engrais.

## ALERTES ET GRAVITÉ DES INDICATEURS DE RISQUE DE CRISE AGRÉGÉS

Cette section résume les alertes accrues et critiques enregistrées selon les principaux indicateurs de détérioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle du JMR. <sup>1</sup>Pour une ventilation plus détaillée des alertes par région et par département, veuillez consulter les annexes I et II.

Entre janvier et mars 2026, le JMR a enregistré 39 alertes critiques et 72 alertes de risque accentué. L'indicateur de volatilité des prix alimentaires a enregistré le plus grand nombre d'alertes, avec 7 alertes critiques et 57 alertes de risque accentué, suivi par l'indicateur de sécheresse-précipitations, qui a enregistré 31 alertes critiques et 4 alertes de risque accentué, essentiellement au mois de janvier 2026 habituellement associé à la grande saison sèche (en général, de décembre à février en zone équatoriale dans le Sud Cameroun, et d'octobre à avril en zone tropicale dans le Nord du pays). Les prix alimentaires ont enregistré 10 alertes de risque accentué au total. L'indicateur de la sécheresse-NDVI a enregistré 1 alerte critique et 1 alerte de risque accentué uniquement au mois de mars 2026. L'indicateur du taux de change ainsi que celui de la volatilité du taux de change n'ont enregistré aucune alerte sur l'ensemble du trimestre, traduisant une relative stabilisation du franc CFA par rapport au dollar américain. Veuillez consulter le tableau 1 pour un aperçu des alertes de risque élevé et critique en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle à l'échelle nationale, par indicateur.

<sup>1</sup>Les alertes critiques signalent les zones où une détérioration de la sécurité alimentaire est quasi certaine, compte tenu des tendances historiques. Les décideurs doivent accorder une priorité élevée à ces zones. Les alertes accentuées signalent les zones où le risque de détérioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle est élevé et offrent aux décideurs une vue d'ensemble des tendances actuelles en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle à l'échelle nationale.

Tableau 1 Alertes aux risques critiques et accentués en matière de sécurité alimentaire à l'échelle nationale, par indicateur, entre janvier et mars 2026

INDICATEUR	JANVIER 2026		FEVRIER 2026		MARS 2026		REGION
	ARC	ARA	ARC	ARA	ARC	ARA	
Sécheresse-NDVI					1	1	Ouest, Sud-Ouest
Sécheresse - Précipitations	31	3		1			Toutes les régions
Taux de change							
Prix alimentaires		3		5		2	Nord-Ouest
Volatilité-taux de change							
Volatilité-prix alimentaires	1	20	3	18	3	19	Toutes les régions sauf Ouest
<b>Total</b>	<b>32</b>	<b>26</b>	<b>3</b>	<b>24</b>	<b>4</b>	<b>22</b>	

Notes : ARC : Alerte de risque critique, ARA : Alerte de risque accentué, NDVI : Indice de Végétation par Différence Normalisée

La modélisation JMR montre qu'en mars 2026, approximativement 4,5 millions de personnes sur un total de 30,2 millions (15 % de la population) résidaient dans des zones à risque de connaître une insécurité alimentaire de niveau IPC/CH 3 ou plus. Parmi ces personnes, 1,8 million vivaient dans des zones de conflit (régions de l'Extrême-Nord, du Nord-Ouest et du Sud-Ouest) et 2,6 millions dans les zones sans conflit, correspondant à 17 % et 13 % de leurs populations respectives. Par ailleurs, le modèle JMR indique une baisse progressive de la part de la population à risque, de 22 % en janvier à 16 % en février, avec une moyenne de 18 % (environ 5,4 millions de personnes) au cours du premier trimestre 2026. Pour un aperçu historique complet de la population exposée au risque de dégradation de la sécurité alimentaire et nutritionnelle (par exemple, passage à un niveau IPC/CH 3 ou plus) de janvier 2015 à mars 2026, veuillez consulter l'annexe IV, figure 9.

## ANALYSE DES INDICATEURS SÉLECTIONNÉS DE RISQUE DE CRISE

Cette section offre des détails contextuels relatifs à chaque indicateur de risque de crise, fournissant une analyse plus détaillée des facteurs déclenchant les alertes de risque.

### Sécheresse-NDVI

Au courant du premier trimestre 2026, le modèle JMR a enregistré 1 alerte de risque critique pour l'indicateur de sécheresse basé sur le NDVI (couverture végétale et vigueur de la végétation) dans le département du Kupe Manengumba (Sud-Ouest). De même, 1 alerte de risque accentué pour cet indicateur a été également enregistrée dans le département des Bamoutos (région de l'Ouest). Toutes ces alertes de risque ont été enregistrées uniquement au courant du mois de mars 2026.

La période janvier-février-mars 2026 s'est caractérisée sur le plan agricole par les récoltes des cultures de contre-saison survenues entre janvier et février 2026 dans les régions du Nord et de l'Extrême-Nord. Dans les autres régions, les mois de février et mars 2026 ont été marqués par les travaux de préparation des champs (défrichage, brulis et labour) et les semis pour la première campagne agricole 2026-2027. Bien que la période de janvier à mars corresponde à la saison sèche au Cameroun, des précipitations sporadiques et relativement abondantes ont été enregistrées entre la dernière décade de janvier 2026 et la première décade de février 2026 dans la partie méridionale du pays. Pour les mois de janvier et février 2026, aucune alerte de risque n'a été enregistrée par le modèle JMR pour cet indicateur dans l'ensemble des 58 départements du Cameroun. Cela signifie que les conditions climatiques (températures et précipitations) qui ont prévalu tout au long de ses mois ont été favorables au développement de la végétation, notamment le fourrage, ce qui a pu s'avérer bénéfique pour l'alimentation du bétail particulièrement dans les régions de l'Adamaoua, du Nord et de l'Extrême-Nord.

Les deux alertes de risque critique (1) et de risque accentué (1) enregistrées par le modèle JMR en mars 2026 dans les départements du Kupe Manengumba et des Bamoutos, s'agissant de la végétation, interviennent au moment des labours et des semis pour la première campagne agricole 2026-2027. Les valeurs anormalement basses du NDVI

enregistrées dans lesdits départements durant ce mois s'expliquent par des semis post-période labour entamés durant la deuxième décennie de mars 2026. Le démarrage effectif de la saison des pluies au cours du mois de mars 2026 dans les régions méridionales, combiné à des températures légèrement au-dessus de la normale, semble y avoir favorisé le début effectif des semis pour la première campagne agricole de l'année.

### Sécheresse-Précipitations

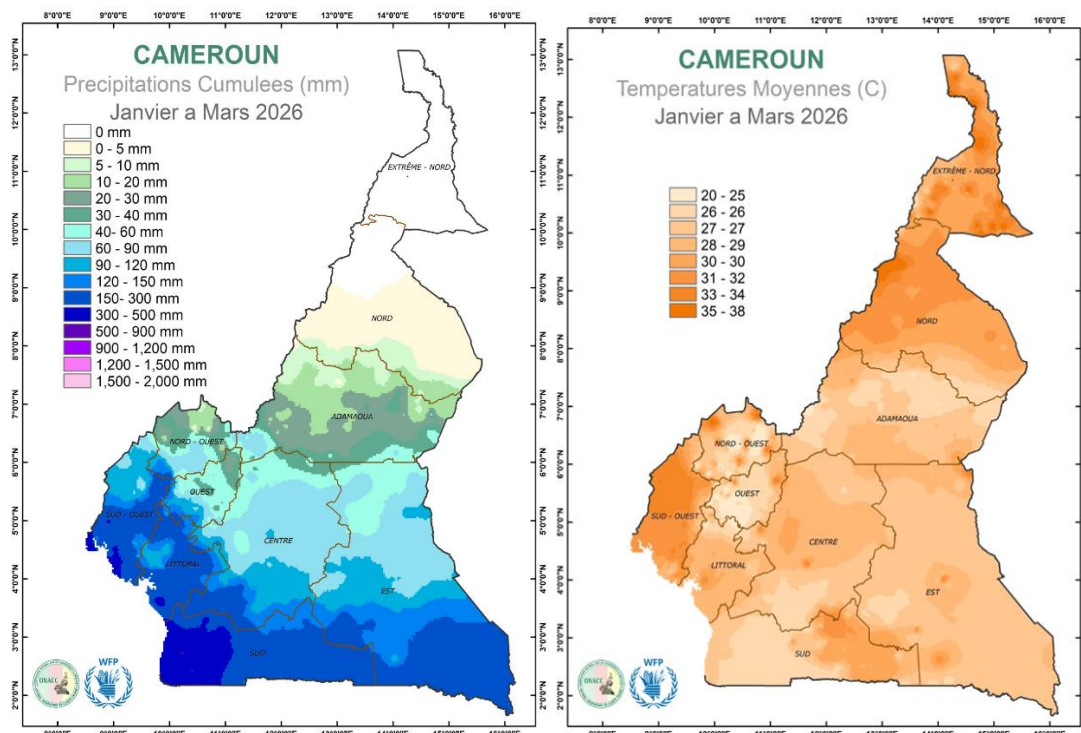
Sur la période allant de janvier à mars 2026, l'indice standardisé de précipitation (SPI) ou l'indice de stress agricole (ISA), indique que 4 départements (Mbam-et-Inoubou, Nyong-et-So'o dans la région du Centre ainsi que le Moungo dans la région du Littoral en janvier ; Mayo-Banyo dans la région de l'Adamaoua en février) ont enregistré une alerte accentuée dû à une sécheresse généralisée (SPI négatif), combinée à la prédominance de l'harmattan et de la position méridionale de la zone de convergence intertropicale en janvier.

Par ailleurs l'on note également que 31 départements (voir annexe I, tableau 2) dans les régions Adamaoua, Centre, Est, Nord, Nord-Ouest et Ouest enregistrent une alerte critique en janvier, dû à la forte persistance de la saison sèche, consécutive à la dégradation significative de la matière végétale, l'évapotranspiration et la diminution de la quantité d'eau du sol utiles à la croissance des plantes.

Dans l'ensemble, les bulletins saisonniers de l'Observatoire National sur les Changements Climatiques (ONACC) au cours du premier trimestre 2026 révèlent la combinaison d'une hausse généralisée des températures avec une pluviométrie irrégulière et spatialement contrastée, ainsi que des signaux de stress hydrique dans plusieurs zones agroécologiques, marquant une aggravation de la vulnérabilité. Cette situation suscite un dérèglement de la saison agricole caractérisée par une dégradation des pâturages pour le système d'élevage et une perturbation des travaux de préparation des champs qui fragilisent les disponibilités alimentaires futures, particulièrement pour les ménages ruraux dépendants de l'agriculture pluviale.

Cependant, en raison de la correspondance de la période janvier-février-mars à la saison sèche traduit, il n'y quasiment pas de risque d'inondation. Néanmoins, du fait des changements climatiques, l'on assiste à une forte occurrence négative d'indices de précipitation standardisés durant cette période, ainsi qu'à une dégradation significative de l'indice de santé végétale traduite par des valeurs du NDVI relativement faibles.

Figure 1. Dynamique des précipitations et températures moyennes de janvier à mars 2026 au Cameroun.



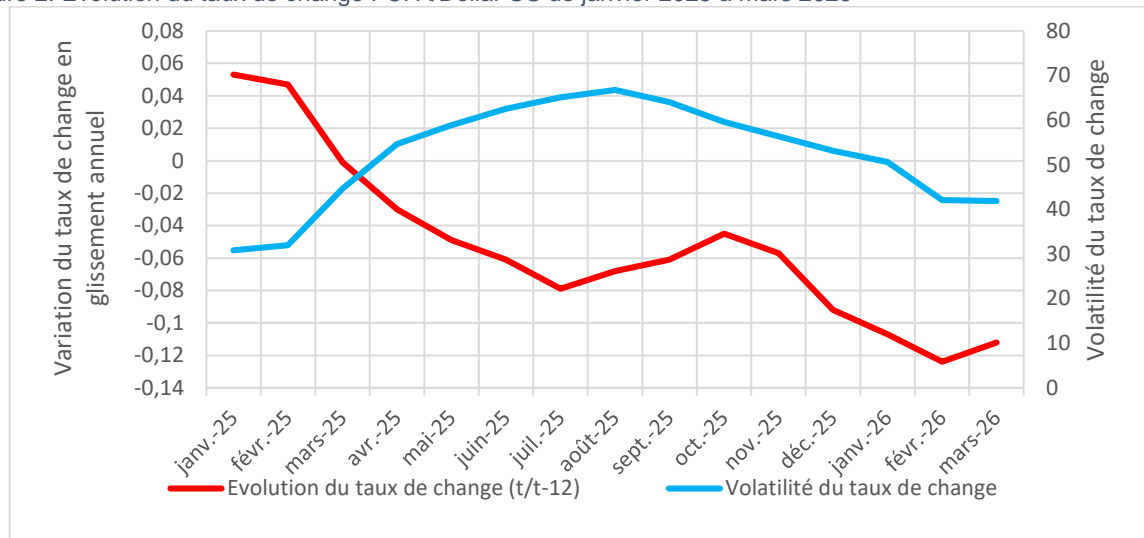
### Taux de change et volatilité du taux de change

Au cours du premier trimestre 2026, aucune alerte n'a été enregistrée aussi bien sur le taux de change que sur la volatilité du taux de change du dollar américain par rapport au FCFA. Cette relative stabilité est indirectement liée à la stabilisation du dollar américain par rapport à l'euro qui lui a une parité fixe avec le FCFA (1 €=655,957 FCFA). Notons que la situation reste fragile dans un contexte de baisse des réserves de change de 2,6% en fin 2025 à 6 377,3 milliards

de FCFA (correspondant à une couverture de 4,2 mois d'importations, contre 4,9 mois un an plus tôt). Ceci a alimenté des rumeurs de dévaluation du FCFA démenties en janvier 2026 par l'autorité monétaire (<https://www.investiraucameroun.com/finance/2001-22986-monnaie-la-beac-ecarte-tout-scenario-de-devaluation-du-fcfa-en-zone-cemac-malgre-la-baisse-des-reserves>).

Cependant, l'analyse de l'évolution du taux de change du FCFA par rapport au dollar fait ressortir une baisse de ce taux de change en glissement annuel de Janvier 2025 à mars 2026, ainsi qu'une baisse de la volatilité de ce taux, à partir d'août 2025.

Figure 2. Evolution du taux de change FCFA/Dollar US de janvier 2025 à mars 2026



Source : Données de la Direction Générale des Douanes

Sur un autre plan, l'on assiste à un déclin historique de la monnaie nigérienne Naïra par rapport au FCFA. Au cours du premier trimestre, l'évolution volatile dudit taux de change est de 1000 Naira pour : 383 FCFA au 31 janvier, 408 FCFA au 28 février et 410 FCFA au 31 mars 2026 (<https://wise.com/us/currency-converter/ngn-to-xaf-rate/history>). Cette volatilité du taux de change Naïra par rapport au FCFA restreint, toutes choses égales par ailleurs, les exportations transfrontalières des vivres du Cameroun vers le Nigéria. L'effet total est mitigé au Cameroun : l'accroissement induit des disponibilités alimentaires au niveau local entraîne une baisse des prix et une chute des revenus et du pouvoir d'achat des ménages agricoles exportateurs et vendeurs nets des produits alimentaires.

### Prix alimentaires et volatilité des prix alimentaires

Le modèle JMR a enregistré, au premier trimestre 2026, 10 alertes de risque accentué localisées au Nord-Ouest dont 3 pour le mois de janvier, 5 pour le mois de février et 2 pour le mois de mars. Parallèlement, on enregistre 64 alertes sur la volatilité des prix alimentaires dont 7 alertes critiques (1 en janvier, 3 en février et 3 en mars) et 57 alertes de risque accentué (20 en janvier, 18 en février et 19 en mars).

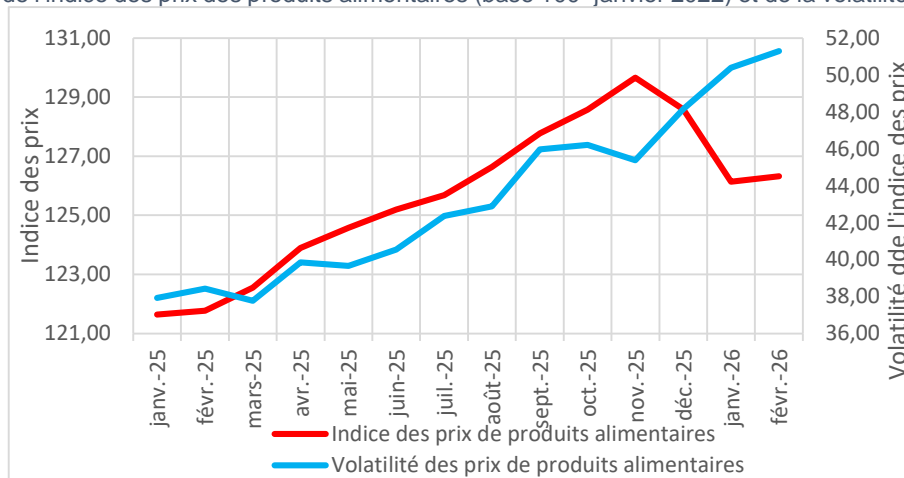
La région du Nord-Ouest subit une forte instabilité des prix causée par un enclavement géographique et une crise sécuritaire qui perturbent gravement les approvisionnements alimentaires. Dans les départements de Boyo, Bui, Donga-Mantung, Menchum et Mezam, la dégradation routière et la dépendance aux autres marchés domestiques provoquent des déséquilibres récurrents entre l'offre et la demande. Parallèlement, des localités comme le Diamaré ou le Faro font face à une volatilité marquée des prix alimentaires liée aux flux commerciaux transfrontaliers et aux incertitudes du calendrier agricole. À l'inverse, les départements de la Menoua ou du Noun n'ont connu qu'un ajustement saisonnier éphémère en janvier 2026, sans risque structurel majeur.

Sur le plan national, notons depuis 2025, une hausse quasi continue des prix alimentaires sur onze mois, amplifiée par des pics de volatilité répétés (+1,3 point en mars-avril, puis +1,1 point en août-septembre et en octobre-novembre). Le repli brutal de décembre (-1,1 point), bien que ponctuel, ne compense pas la tendance haussière structurelle retournée au cours du premier trimestre 2026.

L'inflation alimentaire observée provient des déséquilibres réels entre l'offre et la demande. Malgré un repli ponctuel en décembre, la hausse structurelle et la volatilité des prix alimentaires tout au long de l'année 2025, reprise au premier trimestre 2026, fragilisent le pouvoir d'achat et aggravent le risque d'insécurité alimentaire pour les ménages vulnérables.

FEWS NET et le PAM confirment que même si certains prix céréaliers (maïs, sorgho) ont ponctuellement baissé à la suite de récoltes locales limitées et l'interdiction d'exportation, les prix des produits essentiels, notamment huile végétale, riz importé, viande et poisson, restent élevés et bien au-dessus de la moyenne quinquennale, sous l'effet combiné des coûts de transport, de la dépendance aux importations et des comportements spéculatifs localisés.

Figure 3. Evolution de l'indice des prix des produits alimentaires (base 100=janvier 2022) et de la volatilité des prix alimentaires



Source: Données de l'Institut National de la Statistique

## AUTRES INDICATEURS

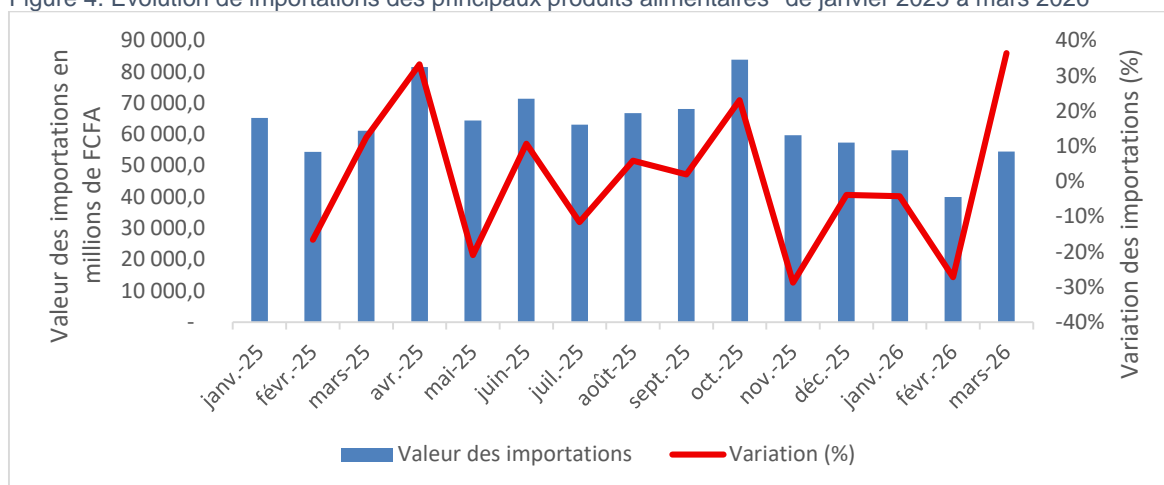
Cette section présente des informations contextuelles supplémentaires sur les indicateurs pertinents de sécurité alimentaire et nutritionnelle au Cameroun.

### Importations alimentaires

L'analyse de l'évolution des importations des principaux produits alimentaires montre une tendance globalement baissière entre janvier 2025 et mars 2026 partant de 65 milliards de FCFA en janvier 2025 à 54 milliards en mars 2026. Le niveau des importations au premier trimestre 2026 est globalement en baisse par rapport au niveau enregistré la même période en 2025. Cette baisse des importations de produits alimentaires est davantage la conséquence d'une baisse des importations de riz, consécutive aux politiques mises en place depuis 2024 avec l'augmentation des superficies cultivées de riz combinée à une hausse des droits de douanes (5% pour le riz ordinaire et 20% pour le riz de luxe). Cette baisse s'inscrit dans la dynamique déjà observée en 2025 par rapport à 2024. Par ailleurs, bien que peu contributive, la baisse des importations de maïs (de 3,9 milliards de FCFA au premier trimestre 2025 à environ 0,6 milliard au premier trimestre 2026) explique également cette baisse globale des importations des principaux produits alimentaires. Cette baisse s'explique par plusieurs facteurs. Outre les coûts des transports maritimes qui ont entraîné une baisse des importations, une plus grande disponibilité de ces céréales consécutive à la baisse des exportations informelles à destination du Nigéria suite à la décision de suspension des importations hors zone CEDEAO, à la dépréciation du Naïra et à la subvention de la production agricole au Nigéria voisin.

Cette baisse courante des importations pourrait présenter un risqué lié à la disponibilité des céréales dans les trimestres à venir soit du fait de la reprise des exportations vers le Nigeria, soit du fait d'une baisse importante anticipée de la production. Toutefois, les facteurs favorisant cette baisse des importations pourraient perturber les petits producteurs qui ne parviennent plus à vendre à des prix rentables et dans les délais habituels pour subvenir à leurs besoins alimentaires en produits autres que les céréales.

Figure 4. Evolution de importations des principaux produits alimentaires<sup>2</sup> de janvier 2025 à mars 2026



Source : Données de la Direction Générale des Douanes

### Conflits

Le Cameroun demeure confronté à deux foyers majeurs d'instabilité qui influencent fortement la sécurité alimentaire et nutritionnelle : la crise séparatiste dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, et l'insurrection des groupes armés non-étatiques (ISWAP et JAS/Boko Haram) dans l'Extrême-Nord. Ces conflits, classés de « haut niveau » par l'ACLED (Armed Conflict Location & Event Data), bien que localisés, continuent de perturber les systèmes de production, les moyens d'existence et les dynamiques démographiques.

Dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest, l'intensité globale du conflit a légèrement diminué, mais le niveau de violence reste élevé en début 2026. Entre janvier et mars, 676 incidents et 278 décès ont été enregistrés, avec une concentration dans le département de la Mezam (16%), suivi du Donga Mantung, Momo, Fako, Lebialem et Meme ([Data Export Tool | ACLED](#)). L'augmentation des enlèvements et des extorsions limite les déplacements en zones rurales, restreignant l'accès des agriculteurs aux champs éloignés au moment critique du lancement de la campagne agricole 2026.

Dans l'Extrême-Nord, la violence des groupes armés a atteint son niveau le plus élevé depuis 2022, avec 163 attaques et 122 décès entre janvier et mars 2026 ([Data Export Tool | ACLED](#)). Le Mayo-Sava concentre près de la moitié des incidents. Les groupes armés intensifient les enlèvements, les pillages et les destructions de biens, particulièrement avant la saison des pluies, période où ils cherchent à constituer des stocks par prédation. Cette saisonnalité des attaques devrait entraîner une recrudescence des violences entre mai et juin, avec des implications directes sur l'accès à la nourriture, les marchés, l'élevage et les moyens de subsistance des ménages.

### Déplacements

Au 31 mars 2026, le Cameroun cumule 493 402 déplacés internes originaires des régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, 510 855 en provenance du bassin du Lac-Tchad, 409 379 réfugiés et 790 842 retournés ([refugees and internally displaced persons](#)). Les déplacements forcés ont entraîné une perte de moyens d'existence des personnes déplacées et une pression sur les ressources des communautés et des familles d'accueil et par conséquent une détérioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Ces mouvements résultent principalement des conflits, mais aussi d'inondations dans l'Extrême-Nord.

Les déplacés du Nord-Ouest et Sud-Ouest se relocalisent soit à l'intérieur des deux régions, soit dans les régions de l'Ouest, du Littoral et du Centre ([refugees and internally displaced persons](#)). Entre janvier et mars 2026, 7 234 nouveaux déplacements ont été recensés, affectant l'accès à la terre et aux moyens d'existence (<https://dtm.iom.int/fr/reports/cameroun-suivi-des-urgences-140-28-fevrier-02-mars-2026?close=true>).

Dans l'Extrême-Nord, les déplacements se font surtout à l'intérieur de la région ([refugees and internally displaced persons](#)), avec 11 837 nouvelles arrivées liées aux attaques, enlèvements, incendies et destructions de stocks alimentaires (<https://dtm.iom.int/fr/reports/cameroun-suivi-des-urgences-140-28-fevrier-02-mars-2026?close=true>). Les localités d'accueil prioritaires incluent Blangoua-Bâche, Hilé-Alifa, Ngouma,

<sup>2</sup> Les principaux produits pris en compte sont le maïs, le blé, le riz le poisson de mer congelé, les animaux vivants, les graisses et huiles animales ou végétales

Mokolo Centre et Moulvoudaye ([synthèse des déplacements dans le mayo kani](#)). Ces zones, déjà vulnérables, subissent une pression accrue sur les terres agricoles, l'eau, les pâturages et les services sociaux.

Enfin, un volet moins visible concerne les mobilités non conflictuelles, motivées par des facteurs économiques, environnementaux ou sociaux, qui transforment progressivement les dynamiques locales et sont souvent négligés dans la surveillance des risques parce que peu ou pas documentées.

### Santé animale

Au premier trimestre 2026, le Cameroun fait face à une dégradation progressive de la sécurité alimentaire liée à la propagation de la peste des petits ruminants (PPR), selon le rapport de situation du service épidémiologie. 8 foyers confirmés dans les régions du Nord-Ouest (Boyo), de l'Extrême-Nord (Mayo-Danay), de l'Ouest (Koung-Khi), du Sud-Ouest (Manyu, Fako), du Nord (Bénoué) et du Centre (Mefou et Afamba, Mfoundi) traduisent une diffusion multi-régionale. Le bilan cumulé est de 646 cas cliniques et 410 morts enregistrés depuis janvier 2026. Le département de Boumba et Ngoko (Est) concentre à lui seul le plus lourd bilan (210 cas, 210 morts – pourtant n'ayant pas fait objet d'analyse), suivi du Nord-Ouest (256 cas, 91 morts). Cependant le statut de ces foyers est « stable et résolu » selon les standards OMSA.

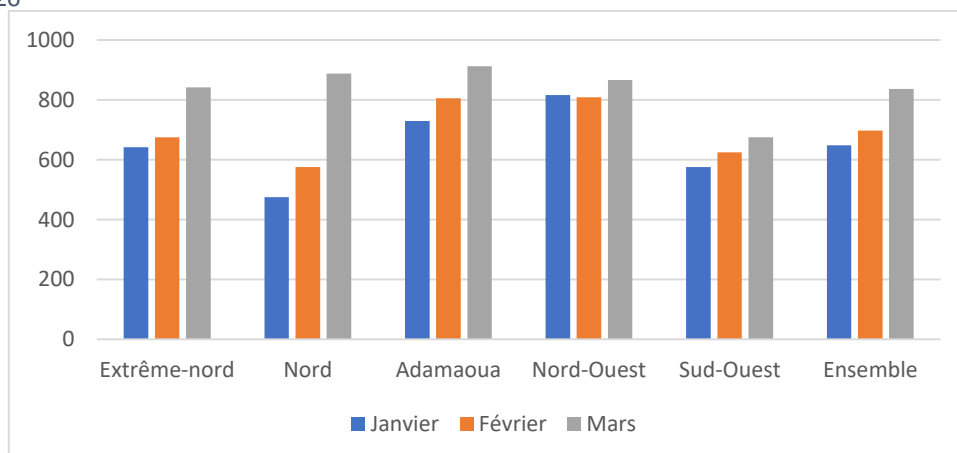
Cette dynamique affecte directement les systèmes d'élevage familiaux, l'une des sources importantes de revenus des ménages vulnérables. Les pertes de cheptel, la baisse de production et la décapitalisation entraînent une réduction de l'offre en protéines animales et une hausse des prix (jusqu'à +25 % pour les petits ruminants). Les effets combinés des maladies animales, des contraintes d'accès aux intrants, des perturbations des marchés et des aléas climatiques (sécheresse, raréfaction des pâturages) aggravent la vulnérabilité des systèmes agro-pastoraux. Ces facteurs contribuent à une détérioration des quatre dimensions de la sécurité alimentaire : disponibilité, accès, utilisation et stabilité. La situation actuelle correspond à une phase de transition entre Stress et Crise (IPC/CH Phase 2 à 3), avec un risque d'aggravation rapide sans intervention renforcée.

### Prix et Importations de carburant

Au Cameroun, les prix du carburant sont administrés et il convient de relever que le pays a enregistré, à partir du 3 février 2024, un réajustement à la hausse des prix du super et du gasoil respectivement d'environ 15% (Arrêté n° 0039/MINCOMMERCE du 26 février 2024) lesquels sont restés relativement stables depuis lors. Cela s'est traduit par une augmentation des coûts du transport, une élévation des coûts agricoles et logistiques et par ricochet, un renchérissement des prix des produits alimentaires.

Notons cependant que cette tendance est peu ou prou édulcorée dans certaines régions du pays (Extrême-nord, Nord, Adamaoua, Nord-ouest, Sud-Ouest) frontalières du Nigeria, grand producteur des produits pétroliers, qui connaissent une expansion du marché informel du carburant communément appelé « zoua-zoua ». Le carburant « zoua-zoua » est historiquement bon marché. Mais la survenance récente d'une combinaison de facteurs structurels (nouvelle politique énergétique du Nigeria), conjoncturels (suppression des subventions et hausse des prix du carburant au Nigeria en 2023, etc.) et sécuritaires (désorganisation des circuits commerciaux, réduction du nombre de stations-services et formation de quasi-monopoles et cartels locaux en zones de crise), a provoqué à son tour des ajustements à la hausse de son prix entre 20 et 33% tendant à le rapprocher des prix du carburant distribué officiellement.

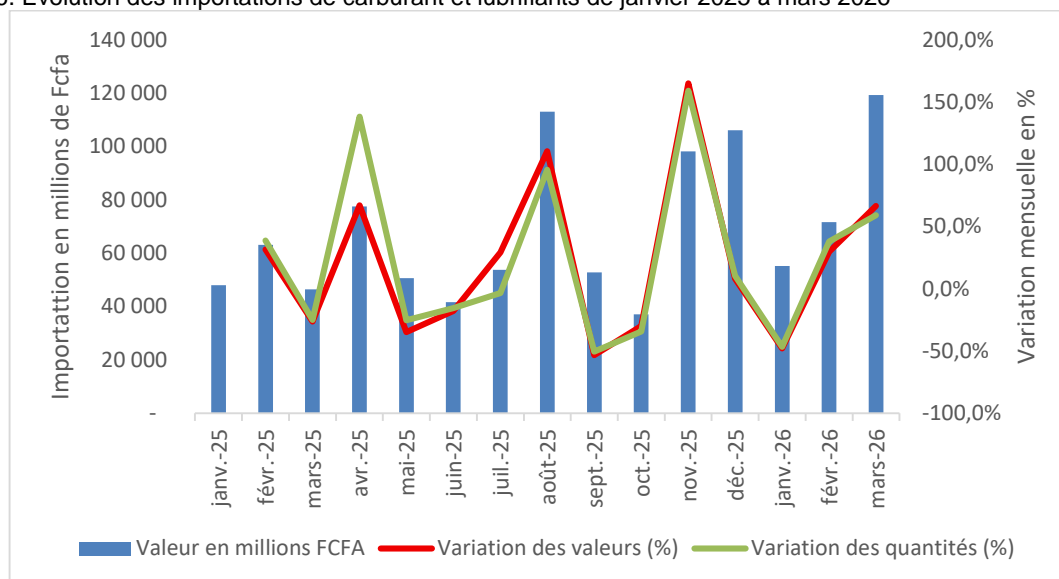
Figure 5. Evolution des prix du carburant informel « zoua-zoua » dans certaines régions du Cameroun au premier trimestre 2026



Source: Enquêtes PNVRSA et PAM.

Par ailleurs, le marché camerounais des carburants est caractérisé par une dépendance quasi-totale aux importations des produits pétroliers depuis l'arrêt de la raffinerie de la Société Nationale de Raffinage (SONARA) à la suite d'un important incendie en mai 2019, qui a gravement endommagé plusieurs unités de production. La figure 6 présente l'évolution des importations de janvier 2025 à mars 2026. L'on note une augmentation des importations de carburant et lubrifiants, dans un contexte de guerre au Moyen-Orient ayant entraîné la fermeture du détroit d'Ormuz par où transite 20% du pétrole mondial.

Figure 6. Evolution des importations de carburant et lubrifiants de janvier 2025 à mars 2026



Source: Données de la Direction Générale des Douanes

## RÉSULTATS EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE

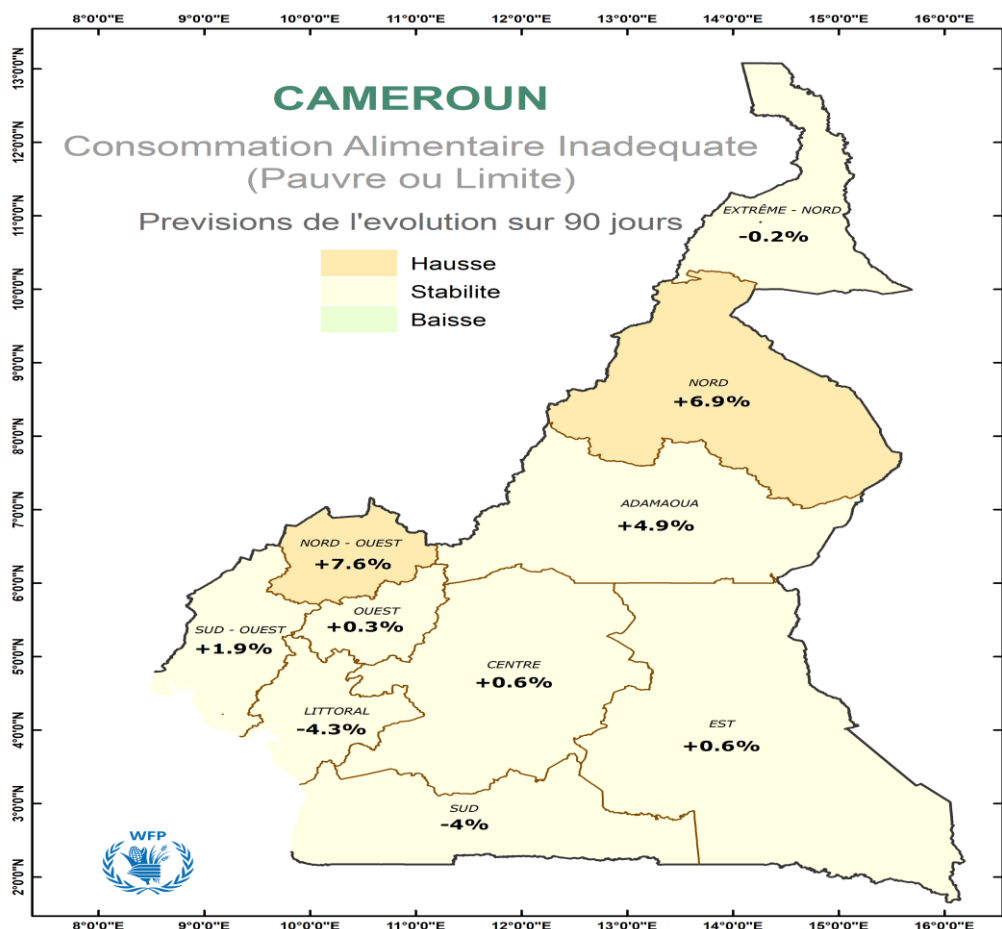
### Consommation alimentaire

Les données mVAM (mobile Vulnerability Analysis and Mapping) du Programme Alimentaire Mondial au premier trimestre 2026 ont permis d'estimer le pourcentage des ménages avec une consommation alimentaire inadéquate (pauvre ou limite) ainsi que la prévision de son taux de variation sur 90 jours.

Les niveaux de consommation alimentaire inadéquate sont significativement plus élevés dans les zones de conflit (régions de Extrême-Nord, Nord Ouest et Sud Ouest, façade Est affectée par la crise centrafricaine) par rapport au reste du pays. Alors qu'au niveau national environ un quart des ménages présente une consommation alimentaire inadéquate, cette proportion dépasse un tiers dans les zones de conflit, en particulier parmi les ménages déplacés internes. En revanche, dans les zones non affectées par les conflits, la proportion de ménages touchés par une consommation alimentaire inadéquate reste plus faible, autour d'un ménage sur cinq, soutenue par de meilleures conditions d'accès aux marchés, une production agricole plus stable et une diversification plus importante des sources alimentaires.

Par ailleurs, l'analyse du taux de variation du pourcentage de ménages en situation alimentaire inadéquate montre une relative stabilité dans 8 régions sur 10 (pourcentage compris entre -5% et +5% à la figure 7) sur 90 jours. Seules deux régions, le Nord et le Nord-Ouest, ont connu une faible hausse des ménages concernés. Toutefois, la relative stabilité globalement observée au niveau national (variation moyenne nationale de 1,43% sur 90 jours) masque des détériorations disparates localisées qui pourraient survenir dans certaines zones en surchauffe, notamment dans le Nord, tandis que les zones non affectées par les conflits devraient préserver cette relative stabilité, sans amélioration notable mais sans dégradation marquée.

Figure 7. Prévisions de la variation de la consommation alimentaire inadéquate sur 90 jours par region



Source : PAM, données mVAM

### Stratégies d'adaptation

Les données mVAM du premier trimestre 2026 au Cameroun révèlent une fracture entre les stratégies d'adaptation liées à la consommation en zones de conflit et celles d'ailleurs. Dans les zones de conflit, plus de la moitié des ménages déclarent recourir à de telles stratégies, notamment la réduction des portions, la diminution du nombre de repas ou la consommation d'aliments moins préférés. Ces comportements traduisent une pression continue sur l'accès à l'alimentation dès le début de l'année.

À l'inverse, dans les zones non affectées, environ un tiers des ménages déclarent recourir à ce type de stratégies, et la majorité parvient encore à maintenir une consommation acceptable sans recourir fréquemment à des ajustements négatifs. Cette différence souligne une capacité d'adaptation plus élevée dans les zones stables, malgré les tensions économiques persistantes.

### Stratégies des moyens d'existence

Les disparités sont encore plus prononcées en matière de moyens d'existence. Les données mVAM indiquent en effet que dans les zones de conflit au Cameroun, une proportion importante de ménages recourt dès le premier trimestre 2026 à des stratégies économiques négatives, incluant la réduction des dépenses non alimentaires essentielles et, pour une part non négligeable, la vente de biens productifs. Cette situation reflète des moyens d'existence déjà affaiblis par des chocs répétés et limite fortement la capacité des ménages à absorber de nouvelles pressions au cours de l'année.

Dans les zones non affectées, les ménages disposent en moyenne de sources de revenus plus diversifiées et plus régulières, notamment issues de l'agriculture, de l'élevage ou du commerce local, ce qui contribue à une meilleure résilience économique et à une moindre dépendance aux mécanismes de survie négatifs en début d'année.

## Malnutrition

Au Cameroun, le suivi régulier des cas de malnutrition repose sur le diagnostic et la prise en charge des cas d'admissions pour malnutrition aigüe sévère (MAS) des enfants de moins de 5 ans dans les districts de santé de six régions considérées comme prioritaires par le Ministère de la Santé Publique (Adamaoua, Est, Extrême-Nord, Nord, Nord-Ouest, Sud-Ouest). Ce qui minimise l'ampleur du phénomène au niveau national.

Sur la période de janvier à mars 2026, les données issues de la plateforme du *DHIS2 2026* du Ministère de la Santé Publique, indiquent des admissions plus élevées pour MAS de 8 250 enfants dans la région de l'Extrême-Nord (Districts de Santé de Kousseri avec 838 admis, de Mokolo avec 668 admis et de Mora avec 1253 admis) comparativement à celles des autres régions ciblées nettement plus faibles. Ces districts considérés parmi les zones dites « rouges » sont dans les départements du Logone et Chari, Mayo-Tsanaga et Mayo-Sava confrontés régulièrement aux exactions des groupes armés non-étatiques qui provoquent des déplacements de populations et de graves déficits alimentaires. Cependant, de nombreux enfants dépistés au sein des communautés locales demeurent non admis dans le programme de prise en charge pour des raisons personnelles (refus), économiques (frais liés à l'hospitalisation et au suivi en ambulatoire,) et infrastructurelles (éloignement des centres de prise en charge), ce qui sous-estime le poids réel d'enfants souffrant de malnutrition aigüe. Les dépistages communautaires de la malnutrition couplés à la campagne de vaccination contre la rougeole de mars 2026 ont permis d'avoir 3 471 enfants à Bogo (Malnutrition Aigüe Globale (MAG) 21,4%), 7 771 à Mora (MAG 20,2%), 2 088 à Kolofata (MAG 12,4%) et 1 594 à Maroua III (MAG 7,6%), classant Bogo et Mora en situation critique, Kolofata en grave et Maroua III en Alerte selon les seuils OMS.

Bien que le premier trimestre 2026 soit éloigné de la période de soudure, les causes identifiées de la malnutrition incluent des flambées épidémiques principalement la rougeole (national : 6583 cas de Rougeole dont 36 décès, selon le *rapport Semaine Epidémiologique 13*), une alimentation de compléments inadéquate entraînant des carences, des ruptures d'approvisionnement liées à la baisse des financements américains suscitant une baisse du dépistage actif dans les régions du Nord, de l'Adamaoua, du Sud-Ouest, du Nord-Ouest et de l'Est, et la crise post-électorale 2025 ayant provoqué des perturbations dans la distribution des intrants/denrées alimentaires. Il convient, par ailleurs de déplorer la présence accrue des partenaires techniques et financiers dans la région de l'Extrême-Nord au détriment des autres régions.

## PERSPECTIVES

### La situation en matière de sécurité alimentaire (projection anticipatoire pour avril-juin 2026)

Selon les projections de [FEWS NET](#) et du Cadre Harmonisé, si les tendances actuelles persistent, plusieurs régions camerounaises devraient connaître une poursuite des résultats de Crise (IPC/CH Phase 3), avec un risque accru de poches en situation d'urgence (IPC/CH Phase 4) parmi les ménages les plus affectés, notamment dans la région de l'Extrême-Nord (Logone-et-Chari, Mayo-Danay), ainsi que certaines parties des régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest.

La période avril-juin correspond également au début des pluies, exposant les zones basses de l'Extrême-Nord à des risques élevés d'inondation, susceptibles d'endommager les cultures précoces, les infrastructures rurales et de provoquer de nouveaux déplacements. Cette période coïncide avec une baisse marquée des stocks alimentaires domestiques, renforçant la dépendance des ménages aux marchés à un moment où les prix demeurent élevés.

Les principaux risques anticipés pour les trois prochains mois incluent :

- Une pression persistante sur l'offre de produits d'origine animale (viande, œufs, poisson) ;
- Une inflation alimentaire durable, limitant l'accès à une alimentation adéquate pour les ménages dépendants des marchés ;
- Des pénuries localisées, notamment dans les zones enclavées, affectées par l'insécurité, les inondations ou l'assèchement précoce des points d'eau ;
- Une transhumance plus précoce, liée à la diminution de la biomasse fourragère et à la baisse des nappes phréatiques signalées par les maraîchers, augmentant les risques de conflits agro-pastoraux.

### Evolution des approvisionnements en carburant

Les approvisionnements en carburant sont marqués par une incertitude provoquée par la guerre russo-ukrainienne, le conflit du Moyen-Orient, et l'arrêt des activités de raffinage du pétrole brut par la Société nationale de raffinage (SONARA) suite à un incendie des unités de production intervenu en mai 2019.

Selon les données disponibles en mi-mars 2026, le niveau des stocks nationaux en carburant est faible. L'autonomie actuelle est estimée à 38 jours pour le super, 12 jours pour le gasoil et 11 jours pour le Jet A1, au regard des volumes disponibles à la Société camerounaise des dépôts pétroliers, hors stocks de sécurité, sans inclure les éventuelles réserves de la SONARA (<https://www.investiraucameroun.com/gestion-publique/1703-23195-produits-petroliers-le-cameroun-reajuste-son-schema-d-importation-sous-le-choc-iran-israel-etats-unis>).

Du fait d'une dépendance désormais exclusive aux importations, la sécurité des approvisionnements en carburant est mise à mal en raison de la perturbation des itinéraires pétroliers, la pression sur les finances publiques et les réserves de change. Des craintes d'une irrégularité des approvisionnements et d'une pénurie du carburant sur le territoire national peuvent être évoquées si la crise géopolitique actuelle perdurait. Les conséquences seraient dramatiques en termes de hausse inévitable des prix à la pompe, de l'inflation généralisée et des répercussions sur la disponibilité des engrais. Dans ce contexte, la disponibilité et l'accessibilité futures aux aliments par les ménages pourraient connaître des détériorations considérables.

## ANNEXES

### Annexe I. Nombre d'alertes JMR par région

Le tableau 2 indique le nombre d'alertes JMR pour chaque indicateur par région.

Tableau 2. Nombre d'alertes JMR par département et par région de janvier à mars 2026

Région	Sécheresse-NDVI		Sécheresse-Précipitations		Taux de change		Prix alimentaires		Volatilité du taux de change		Volatilité des prix alimentaires	
	Critique	Accentué	Critique	Accentué	Critique	Accentué	Critique	Accentué	Height	critical	Critique	Accentué
Adamaoua			5	1								4
Centre			7	2								3
Est			1									12
Extrême-Nord												3
Littoral				1							1	11
Nord			1								1	5
Nord-Ouest			7					10			5	4
Ouest		1	8									
Sud												3
Sud-Ouest	1		2									12
<b>Total</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>31</b>	<b>4</b>				<b>10</b>			<b>7</b>	<b>57</b>

**Annexe II. Alertes du JMR par département présentant un risque élevé de détérioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle**

Le tableau 3 présente les alertes du JMR par département. Seuls les départements ayant les niveaux d'alerte les plus élevés, entre 3 et 7, y figurent. Le tableau indique les alertes critiques (rouge), les alertes accentuées (orange) et la situation normale (blanc) pour chaque indicateur de risque pour la sécurité alimentaire et par département.

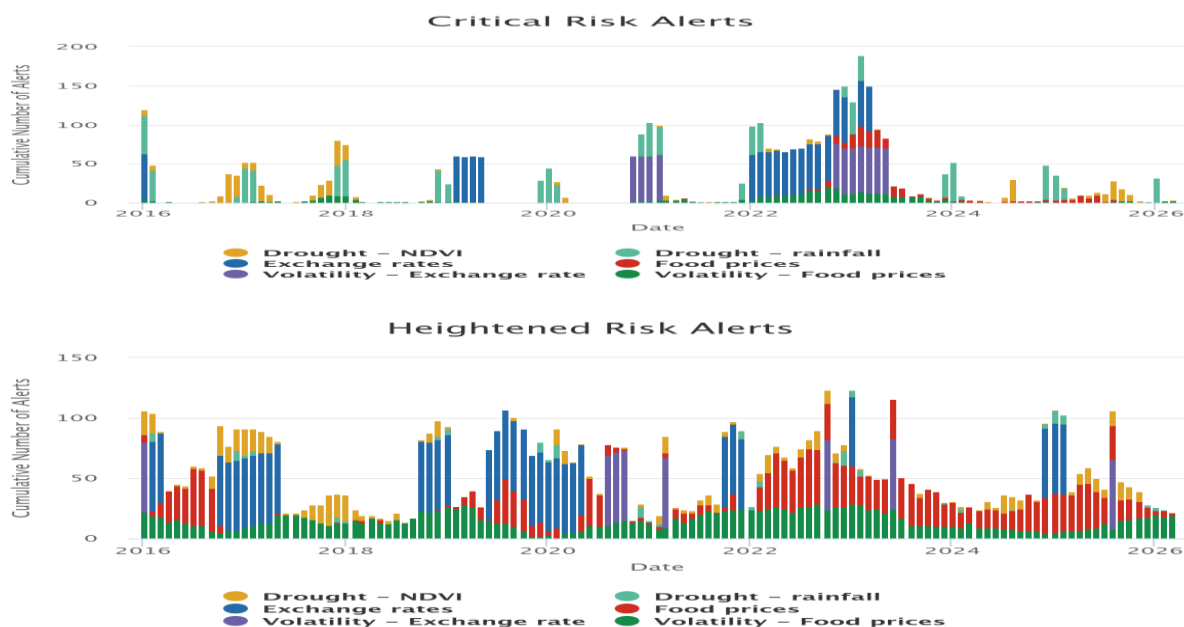
Tableau 3. Alertes du JMR par département présentant un risque plus élevé de détérioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle entre janvier et mars 2026

Région	Département	Niveau d'alerte	Sécheresse-NDVI	Sécheresse-Précipitations	Taux de change	Prix alimentaires	Volatilité-taux de change	Volatilité-prix alimentaires
Adamaoua	Mayo-Banyo	3		2				1
Adamaoua	Mbéré	4		1				3
Centre	Haute-Sanaga	4		1				3
Est	Boumba-et-Ngoko	3						3
Est	Haut-Nyong	3						3
Est	Kadey	3						3
Est	Lom-et-Djérem	4		1				3
Extrême-Nord	Diamaré	3						3
Littoral	Moungo	4		1				3
Littoral	Nkam	3						3
Littoral	Sanaga-Maritime	3						3
Littoral	Wouri	3						3
Nord	Bénoué	3						3
Nord	Mayo-Rey	3						3
Nord-Ouest	Bui	3		1		2		
Nord-Ouest	Donga-Mantung	4		1		3		
Nord-Ouest	Menchum	7		1		3		3
Nord-Ouest	Mezam	3		1		1		3
Nord-Ouest	Ngo-Ketunjia	4		1				3
Sud	Océan	3						3
Sud-Ouest	Kupe-Manenguba	4	1					3
Sud-Ouest	Manyu	3		1				2
Sud-Ouest	Meme	3						3
Sud-Ouest	Ndian	3						3

### Annexe III. Alertes historiques de JMR concernant les risques accrus et critiques

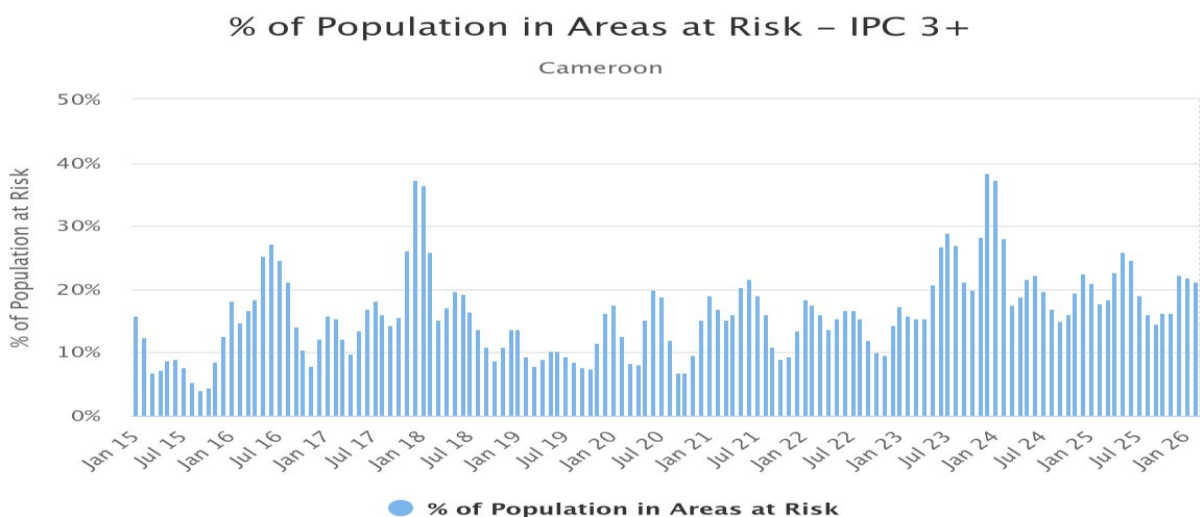
La figure 8 ci-dessous présente la répartition historique des alertes de risque en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle du JMR par indicateur pour tous les 58 départements. Les graphiques indiquent le pourcentage du nombre total d'alertes de risque élevé et critique possibles pour chacun des six indicateurs de risque de crise en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle. Plus le score est élevé, plus la sécurité alimentaire et nutritionnelle se détériore.

Figure 8. Pourcentage historique du total des alertes de risque élevé et critique du JMR (janvier 2015 à mars 2026)



### Annexe IV. Aperçu historique de la population exposée au risque de connaître un niveau d'insécurité alimentaire de niveau 3 ou plus selon l'IPC/CH.

Figure 9. Pourcentage de la population vivant dans des zones à risque de connaître des niveaux d'insécurité alimentaire IPC/CH 3 ou pire (janvier 2015 à mars 2026)



## Annexe V. Sources et périodes des indicateurs de risque et des variables cibles du JMR

Tableau 4. Sources des indicateurs et périodes de référence

	SOURCE	LIEN	DONNÉES DU	DONNÉES AU
<b>Indicateur de risque</b>				
Sécheresse-NDVI	PAM	<a href="https://data.humdata.org/dataset/cmnr-ndvi-subnational">https://data.humdata.org/dataset/cmnr-ndvi-subnational</a>	01/01/2010	01/03/2026
Sécheresse-Précipitations	PAM	<a href="https://data.humdata.org/dataset/cmnr-rainfall-subnational">https://data.humdata.org/dataset/cmnr-rainfall-subnational</a>	01/01/2010	01/03/2026
Taux de change	Banque mondiale	<a href="https://microdata.worldbank.org/catalog/6139">https://microdata.worldbank.org/catalog/6139</a>	01/01/2010	01/03/2026
Prix alimentaires	Banque mondiale	<a href="https://microdata.worldbank.org/catalog/4487">https://microdata.worldbank.org/catalog/4487</a>	01/01/2010	01/03/2026
<b>Variable cible</b>				
Réseau de systèmes d'alerte précoce à la famine	Banque mondiale	<a href="https://datacatalog.worldbank.org/search/dataset/0064614">https://datacatalog.worldbank.org/search/dataset/0064614</a>	07/01/2009	10/01/2024

Tableau 5. Méthode des indicateurs et seuils d'alerte

Indicateur de risque	Méthode des indicateurs	Seuil de risqué accentué	Seuil de risqué critique
Sécheresse-NDVI	La valeur originale représente l'indice de végétation par différence normalisée (NDVI) moyen. La valeur de l'indicateur a été construite à partir de la valeur originale en utilisant un z score avec la médiane de toutes les données sur le dernier mois. Une alerte est déclenchée lorsque la valeur de l'indicateur est inférieure au seuil.	-1,07	-1,69
Sécheresse-Précipitations	La valeur originale représente la pluviométrie moyenne par décade en millimètres. La valeur de l'indicateur a été construite à partir de la valeur originale en utilisant un Indice Standardisé de Précipitations (SPI) sur le dernier mois. Une alerte est déclenchée lorsque la valeur de l'indicateur est inférieure au seuil.	-1,39	-1,5
Taux de change	La valeur originale représente le taux de change du Francs CFA par rapport au dollar américain. La valeur de l'indicateur a été construite à partir de la valeur originale en utilisant une variation en pourcentage sur les 13 derniers mois. Une alerte est déclenchée lorsque la valeur de l'indicateur est supérieure au seuil.	0,02	0,06
Prix alimentaires	La valeur originale représente l'indice basé sur l'ensemble des produits alimentaires. La valeur de l'indicateur a été construite à partir de la valeur originale en utilisant une variation en pourcentage sur les 13 derniers mois. Une alerte est déclenchée lorsque la valeur de l'indicateur est supérieure au seuil.	0,06	0,16
Volatilité-Taux de change	La valeur originale représente le taux de change du Francs CFA par rapport au dollar américain. La valeur de l'indicateur a été construite à partir de la valeur originale en utilisant un Indice de Force Relative (RSI) de la volatilité (méthode Yang Zhang) sur les 11 derniers mois. Une alerte est déclenchée lorsque la valeur de l'indicateur est supérieure au seuil.	66,23	72,34
Volatilité-Prix alimentaires	La valeur originale représente l'indice basé sur l'ensemble des produits alimentaires. La valeur de l'indicateur a été construite à partir de la valeur originale en utilisant un Indice de Force Relative (RSI) de la volatilité (méthode Yang Zhang) sur les 12 derniers mois. Une alerte est déclenchée lorsque la valeur de l'indicateur est supérieure au seuil.	57,1	72,1

## À PROPOS DE CE RAPPORT

Le Rapport conjoint sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle (JMR) combine modélisation quantitative et analyse qualitative pour assurer un suivi trimestriel rigoureux de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et identifier les risques de crises émergentes. Ce rapport vise à compléter les analyses du Cadre Harmonisé (CH) ou du Cadre Intégré de Classification de la Sécurité Alimentaire (IPC) et à faciliter la détection précoce et la coordination des réponses aux crises majeures émergentes en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle entre les acteurs humanitaires et du développement. Le JMR est le fruit du travail d'une équipe de développement composée de membres du gouvernement du Cameroun (à travers le MINADER, le MINEPIA, l'INS, le MINSANTE, le MINAT, le MINAS, et l'ONACC), de la FAO, du PAM, de l'OIM, d'ACF, de FEWSNET, et de la Banque mondiale.

Une explication détaillée des fondements empiriques de la méthodologie du JMR est disponible dans ce [document de travail de recherche sur les politiques de la Banque mondiale](#). Un document de travail de recherche sur la méthodologie du JMR et des indicateurs supplémentaires de la SAN adaptés au contexte du Cameroun est en cours de finalisation.

## CLAUSE DE NON-RESPONSABILITÉ

Ce document est le fruit d'un travail collectif mené par les équipes de la Banque mondiale, de la FAO, du PAM, de l'OIM, d'ACF, de FEWSNET et du gouvernement du Cameroun. Les conclusions, interprétations et opinions qui y sont exprimées ne reflètent pas nécessairement celles du Conseil d'administration de la Banque mondiale, des gouvernements qu'il représente, ni celles de la FAO, du PAM, de l'OIM, d'ACF, de FEWSNET et du gouvernement du Cameroun.

La Banque mondiale, la FAO, le PAM, l'OIM, ACF, FEWSNET et le gouvernement du Cameroun ne garantissent ni l'exactitude, ni l'exhaustivité, ni l'actualité des données présentées dans ce document et déclinent toute responsabilité en cas d'erreurs, d'omissions ou d'incohérences dans les informations, ainsi que pour toute responsabilité liée à l'utilisation ou à la non-utilisation des informations, méthodes, processus ou conclusions exposés. Les frontières, couleurs, dénominations et autres informations figurant sur les cartes de ce document n'impliquent de la part de la Banque mondiale aucun jugement quant au statut juridique des territoires concernés, ni aucune approbation ou acceptation de ces frontières.

Rien dans le présent document ne saurait constituer, être interprété ou considéré comme une limitation ou une renonciation aux privilèges et immunités de la Banque mondiale, de la FAO, du PAM, de l'OIM, d'ACF, de FEWSNET et du gouvernement du Cameroun lesquels sont tous expressément réservés.

### Droits et autorisations

Le contenu de ce document est protégé par le droit d'auteur. La Banque mondiale encourageant la diffusion de ses connaissances, ce document peut être utilisé, en tout ou en partie, à des fins non commerciales, à condition que la source soit dûment citée.

Toute question relative aux droits et licences, y compris les droits dérivés, doit être adressée à World Bank Publications, Groupe de la Banque mondiale, 1818 H Street NW, Washington, DC 20433, États-Unis ; télécopie : 202-522-2625 ; courriel : [pubrights@worldbank.org](mailto:pubrights@worldbank.org).

Pour toute question ou remarque, veuillez contacter [fyoboakoueepeh@worldbank.org](mailto:fyoboakoueepeh@worldbank.org), [jminkouanzie@worldbank.org](mailto:jminkouanzie@worldbank.org).



en collaboration avec

